

# Chapitre 22 : FINANCES PUBLIQUES

1. Présentation.....
2. Méthodologie.....
3. Sources de documentation .....
4. Graphique .....
5. Tableaux.....

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 22. 1: Evolutions comparees des recettes de l etat (en milliards de fcfa) .....

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 22. 1: Exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2007 (En milliards de FCFA) .....

Tableau 22. 2: Exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2007 (Suite et fin) (En milliards de FCFA).....

Tableau 22. 3: Tableaux des opérations financières de l'Etat (En milliards de Francs CFA) .....

Tableau 22. 4: Ventilation des recettes budgétaires (en milliards de FCFA) .....

Tableau 22. 5: les principales dotations budgétaires (en Fcfa milliards).....

Tableau 22. 6: Structure des dépenses de l'Etat (en milliards de FCFA) .....

Tableau 22. 7: Service de la dette extérieure consécutif au point d'achèvement (en milliards de FCFA) .....

Tableau 22. 8: Ressources budgétaires de l'exercice 2009.....

Tableau 22. 9: Dépenses budgétaires au 30/12/2009 et estimations au 31/12/2009 .....

Tableau 22. 10: prévisions des dépenses du Budget Général de l'Etat (en millions francs CFA) .....

Tableau 22. 11: prévisions des dépenses du Budget Général de l'Etat (Suite et fin) (en millions francs CFA)

Tableau 22. 12: Budget consolidé de l'Etat pour l'exercice 2008 (FCFA) .....

Tableau 22. 13: la ventilation sectorielle des dépenses sur le Budget 2008 (FCFA) .....

Tableau 22. 14: Récapitulatif des évolutions sectorielles .....

Tableau 22. 15: Projections budgétaires pour l'exercice 2009 .....

## 1. PRESENTATION

Les ressources budgétaires totales inscrites dans la loi de finances 2009 s'élèvent à 2 301,4 milliards et se répartissent en 89,3% de recettes internes soit 2 054,4 et 10,7% de ressources extérieures soit 247 milliards. Au 31 décembre 2009, elles sont estimées à 2 231,8 milliards.

Au terme du premier semestre 2009, les recouvrements se situent à 922,7 milliards, soit un taux de réalisation de 44,9%. Les recettes internes sont estimées à 1 951,8 milliards à fin décembre 2009 et sont composées de recettes pétrolières et non pétrolières.

A la fin juin 2009, les recettes pétrolières sont de 187,2 milliards alors que les prévisions se situaient à 519,4 milliards. Après six(6) mois, donc à mi-terme de l'exercice, la réalisation se situe à 36 %. A la fin de l'exercice 2009, ces recettes se situent 504,4 milliards, dont 314,4 milliards de redevance SNH et 190 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières.

Quant aux recettes non pétrolières, les prévisions de la loi de finances les situent à 1 535 milliards. Au 30 juin 2009, leurs recouvrements sont de 735,5 milliards, soit un taux de réalisation de 47,9%. Au terme de l'exercice les réalisations sont évaluées à 1 447,4 milliards et se décomposent en impôt et taxes intérieurs, recettes douanières et recettes non fiscales.

Pour ce qui est des impôts et taxes intérieurs, ils se situent à 462,7 milliards au premier semestre 2009, soit un taux de réalisation de 48,8%.

Par rapport aux prévisions de 961 milliards, les recettes des impôts et taxes sont estimées à 891,2 milliards au 31 décembre 2009.

Les recettes douanières s'élèvent à 228,4 milliards à la fin juin 2009 par rapport aux prévisions de 468 milliards. Elles sont constituées de droits de douanes à l'importation de 111,5 et de TVA à l'importation de 105,2 milliards. Les recettes douanières s'élèvent à 459,2 milliards à fin décembre 2009.

Pour ce qui est des recettes non fiscales comprenant notamment les recettes des services et des domaines, les dividendes, les cotisations pour la retraite et de droit de transit pétrolier. Les recouvrements à la fin du mois de juin 2009 s'élèvent à 44,4 milliards, soit un taux de réalisation de 41,9% par rapport aux 106 milliards prévus dans la loi de finances. Au 31

décembre 2009, ces recettes sont estimées à 7 milliards.

Les ressources budgétaires extérieures, constituées de prêts au titre des projets d'investissement et des dons, sont prévues dans la Loi de finances à 247 milliards. Les décaissements effectifs au terme des six premiers six mois de l'exercice 2009 se chiffrent à 55,7 milliards, dont 10,4 milliards au titre des prêts et dons. Leur taux de réalisation est de 22,6% par rapport aux prévisions. Les ressources extérieures sont estimées à 280 milliards au 31 décembre 2009, dont 104 milliards de prêts projets et 108 milliards de dons. Le dépassement ainsi projeté résulte du prêt de 68 milliards obtenu auprès du FMI au titre de la Facilité pour la protection contre les Chocs Exogènes (FPCE).

Les dépenses de biens et services s'élèvent à 229,7 milliards au 30 juin 2009 sur une dotation budgétaire annuelle de 454 milliards, soit un taux de réalisations de 50,6%.

Les dotations budgétaires annuelles au titre des pensions et des transferts et subvention de l'exercice 2009 s'élèvent à 245 milliards. A la fin juin 2009, ces dépenses se situent à 124,7 milliards correspondant à un taux d'exécution de 50,9%. Au 31 décembre 2009, le niveau de ces dépenses a atteint 217 milliards.

Les dépenses de pensions se situent à 49,2 milliards au 30 juin 2009 pour une dotation annuelle se 100 milliards, soit un taux d'exécution de 49,2%.

Les paiements relatifs aux transferts et subventions se chiffrent à 75,8 milliards au 30 juin 2009 pour une dotation budgétaire annuelle de 145 milliards, soit un taux d'exécution de 2,3%. L'estimation au 31 décembre 2009 est de 117 milliards.

Les paiements au titre du budget d'investissement public s'élèvent à 156,5 milliards pour une prévision annuelle 525 milliards, soit un taux d'exécution de 29,8%. L'estimation au 31 décembre 2009 est de 499 milliards.

Les dépenses sur ressources extérieurs se situent à 27,8 milliards au cours des six premiers mois de l'exercice 2009 sur les prévisions de 140 milliards, soit un taux d'exécution de 19,9%. L'estimation au 31 décembre 2009 est de 114 milliards.

Les dépenses de restructurations se chiffrent à 3 milliards à la fin juin 2009 pour une dotation annuelle de 20 milliards, soit un taux d'exécution de 15%.

En ce qui concerne les dépenses PPTTE, l'enveloppe globale prévue dans le budget 2009 s'élève à 78 milliards dont 9 milliards en fonctionnement et 69 milliards en investissement. Au 30 décembre 2009, les dépenses réalisées sont de 31,9 milliards, soit un taux d'exécution de 40,9%. Elles se déclinent en 8,4 milliards pour les dépenses de fonctionnement et 23,5 milliards de dépenses d'investissement, soit des taux d'exécution respectifs de 93,3 et 34,1%.

Le service de la dette publique au 30 juin 2009 s'élève à 165,9 milliards sur une dotation annuelle de 344,4 milliards, soit un taux d'exécution de 48,2%. Les paiements effectués au titre de la dette extérieure au cours de cette période sont 48,4 milliards pour une dotation annuelle de 97,4 milliards, soit un taux d'exécution de 49,7%

Les paiements au titre de la dette intérieure s'élèvent à 117,5 milliards sur une dotation annuelle de 247 milliards, ce qui correspond à un taux d'exécution de 47,4%. Ils comprennent 84,6 milliards d'amortissement du principal, 22,3 milliards de budget de chaque Administration est progressivement configuré.

Les recettes inscrites au Budget de l'Etat sont recouvrées par les différentes Régies des Finances. La fixation des prévisions des recettes (de même que celles des dépenses) se fait en conformité avec le cadrage macroéconomique et avec toute autre ordonnance relative aux Finances Publiques. Pour l'essentiel, ces statistiques figurent dans les différentes lois de finance. La Loi de Finance, adoptée par l'Assemblée Nationale et promulguée par le chef de l'Etat en début d'exercice, comprend les crédits ouverts par Ministère et par rubrique ; les prévisions de recettes par rubrique ainsi que les réalisations du Budget de l'exercice antérieur de deux ans.

Au 31 décembre 2009, l'encours de la dette publique était de 1 379 milliards, dont 936 milliards de dette extérieure et 442 milliards de dette intérieure.

Le budget pour l'exercice 2010 repose sur des hypothèses macroéconomiques suivantes : une croissance du PIB de 3,9% dont 4,4% pour le PIB non pétrolier ; un taux d'inflation projeté à 2% ; un cours du baril de pétrole camerounais à 70 dollars et une production de 25,3 millions de barils ; un taux de change du dollar à 446 FCFA ; un solde budgétaire global base engagement à environ -2,9% du PIB ; un déficit extérieur courant plafonné à environ 6,8% du PIB. Sous ces hypothèses, l'enveloppe globale du budget est proposé à 2 570 milliards, en hausse de 268,6 milliards par au budget 2009, soit 11,7%.

## **2. METHODOLOGIE**

Les statistiques relatives au budget de l'Etat sont établies par la Direction Générale du Budget (MINFI), en collaboration étroite avec le MINEPAT en ce qui concerne le Budget d'Investissement Public (BIP). Au niveau de la Direction du Budget, ces statistiques sont également élaborées en étroite collaboration avec les administrations sectorielles ayant un chapitre dans le Budget de l'Etat. Cette collaboration se traduit par des conférences budgétaires, où le

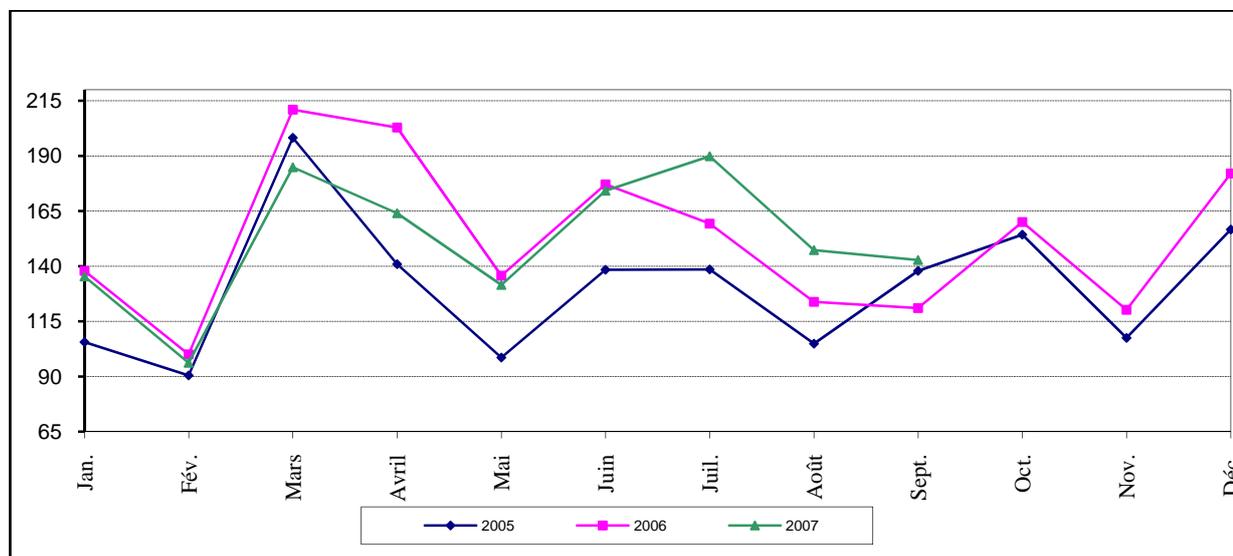
Les statistiques relatives à la solde sont élaborées par la Direction de la Solde, sur la base du fichier du personnel qui est régulièrement mis à jour. Mais avec la mise en place du système SIGIPES (système de décentralisation de la gestion de la solde du personnel de l'Etat), la méthodologie de production de cette donnée sera revue.

## **3. SOURCES DE DOCUMENTATION**

Les documents ayant servis à élaborer ce chapitre proviennent de la Direction Générale du Budget (MINFI) pour La Loi des Finances, de la Direction de la Solde (MINFI) pour les Résultats Globaux Soldes et de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) pour la dette. De la prévision ie l'ancienne Direction des Affaires Economiques (MINFI) est également d'une grande contribution comme source de documentation.

#### 4. GRAPHIQUE

**Graphique 22. 1:** Evolutions comparees des recettes de l etat (en milliards de fcfa)



Source : MINFI/DP.

## 5. TABLEAUX

Tableau 22. 1: Exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2007 (En milliards de FCFA)

RUBRIQUES	déc-06	nov-07	déc-07	jan-déc 06	jan-déc 07	Variation relative (en %)			Variation absolue		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c/a)	(c/b)	(e/d)	(c/a)	(c/b)	(e/d)
<b>RECETTES</b>											
<b>I- Recettes pétrolières</b>	<b>54,1</b>	<b>46,7</b>	<b>61,9</b>	<b>618,1</b>	<b>631,3</b>	<b>14,4</b>	<b>32,5</b>	<b>2,1</b>	<b>7,8</b>	<b>15,2</b>	<b>13,2</b>
1-Redevance SNH	54,1	45,9	61,9	518,1	504,7	14,4	35,0	-2,6	7,8	16,0	-13,4
2- IS pétrole	0,0	0,9	0,0	100,0	126,6	0,0	-100,0	26,6	0,0	-0,9	26,6
<b>II- Recettes non pétrolières</b>	<b>133,5</b>	<b>106,8</b>	<b>140,5</b>	<b>1223,2</b>	<b>1304,2</b>	<b>5,3</b>	<b>31,6</b>	<b>6,6</b>	<b>7,0</b>	<b>33,7</b>	<b>81,0</b>
<b>1- Recettes Fiscales</b>	<b>119,3</b>	<b>104,3</b>	<b>120,2</b>	<b>1124,2</b>	<b>1209,9</b>	<b>0,7</b>	<b>15,2</b>	<b>7,6</b>	<b>0,9</b>	<b>15,9</b>	<b>85,7</b>
<b>a- Recettes des impôts et taxes</b>	<b>81,4</b>	<b>66,1</b>	<b>82,6</b>	<b>748,1</b>	<b>809,5</b>	<b>1,4</b>	<b>25,0</b>	<b>8,2</b>	<b>1,2</b>	<b>16,5</b>	<b>61,4</b>
dont -TVA	42,2	29,5	36,1	283,9	296,7	-14,5	22,4	4,5	-6,1	6,6	12,8
-IS non pétrole	8,9	7,2	10,6	144,3	159,3	19,1	47,2	10,4	1,7	3,4	15,0
-Droits d'accises	4,9	4,8	5,1	49,5	57,3	4,1	6,3	15,8	0,2	0,3	7,8
-Droits d'enreg. et timbre	6,8	4,5	5,5	52,5	52,4	-19,1	22,2	-0,2	-1,3	1,0	-0,1
-TSPP	7,2	5,6	7,4	73,9	73,4	2,8	32,1	-0,7	0,2	1,8	-0,5
<b>b- Recettes douanières</b>	<b>37,9</b>	<b>38,2</b>	<b>37,6</b>	<b>376,1</b>	<b>400,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,6</b>	<b>6,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>24,3</b>
dont - droit de douane à l'importation	22,9	19,7	19,7	200,9	200,3	-14,0	0,0	-0,3	-3,2	0,0	-0,6
-TVA import.	14,3	17,4	16,8	165,7	186,2	17,5	-3,4	12,4	2,5	-0,6	20,5
<b>2- Recettes non fiscales</b>	<b>13,6</b>	<b>5,5</b>	<b>18,9</b>	<b>99,4</b>	<b>87,6</b>	<b>38,7</b>	<b>243,6</b>	<b>-11,9</b>	<b>5,3</b>	<b>13,4</b>	<b>-11,8</b>
<b>3- Effets à l'encaissement</b>	<b>0,5</b>	<b>-3,0</b>	<b>1,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>6,8</b>	<b>180,0</b>	<b>-146,7</b>	<b>-1790,0</b>	<b>0,9</b>	<b>4,4</b>	<b>7,2</b>
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>187,6</b>	<b>153,5</b>	<b>202,4</b>	<b>1841,3</b>	<b>1935,5</b>	<b>7,9</b>	<b>31,8</b>	<b>5,1</b>	<b>14,8</b>	<b>48,9</b>	<b>94,2</b>

Source : MINFI/DP

**Tableau 22. 2:** Exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2007 (Suite et fin) (En milliards de FCFA)

RUBRIQUES	déc-06	nov-07	déc-07	jan-déc 06	jan-déc 07	Variation relative (en %)			Variation absolue		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c/a)	(c/b)	(e/d)	(c/a)	(c/b)	(e/d)
<b>I- Dépenses courantes</b>	<b>82,3</b>	<b>72,9</b>	<b>130,2</b>	<b>989,3</b>	<b>1122,9</b>	<b>58,2</b>	<b>78,6</b>	<b>13,5</b>	<b>47,9</b>	<b>57,3</b>	<b>133,6</b>
Dép. Personnel	35,6	39,5	45,4	418,9	435,0	27,5	14,9	3,8	9,8	5,9	16,1
Dépenses de biens & services	31,2	18,4	60,6	369,7	445,4	94,2	229,3	20,5	29,4	42,2	75,7
Transferts et pensions	15,5	15,0	24,2	200,7	242,5	56,1	61,3	20,8	8,7	9,2	41,8
<b>II- Dépenses des investissements</b>	<b>26,1</b>	<b>37,7</b>	<b>59,7</b>	<b>224,4</b>	<b>349,1</b>	<b>128,7</b>	<b>58,4</b>	<b>55,6</b>	<b>33,6</b>	<b>22,0</b>	<b>124,7</b>
Sur financements extérieurs	10,1	8,1	1,0	61,5	62,4	-90,1	-87,7	1,5	-9,1	-7,1	0,9
Sur ressource propres.	16,0	29,6	58,7	162,9	286,7	266,9	98,3	76,0	42,7	29,1	123,8
dont PPTE	2,1	9,3	14,6	33,7	47,9	595,2	57,0	42,1	12,5	5,3	14,2
<b>III- Dépenses diverses non classées</b>	<b>-0,3</b>	<b>34,5</b>	<b>-26,4</b>	<b>20,2</b>	<b>-6,2</b>	<b>8700,0</b>	<b>-176,5</b>	<b>-130,7</b>	<b>-26,1</b>	<b>-60,9</b>	<b>-26,4</b>
<b>IV- Service de la dette publique</b>	<b>44,2</b>	<b>22,9</b>	<b>35,4</b>	<b>542,8</b>	<b>367,4</b>	<b>-19,9</b>	<b>54,6</b>	<b>-32,3</b>	<b>-8,8</b>	<b>12,5</b>	<b>-175,4</b>
Dette extérieure	6,2	3,6	6,7	136,0	100,6	8,1	86,1	-26,0	0,5	3,1	-35,4
Dette intérieure	38,0	19,3	28,7	406,8	266,8	-24,5	48,7	-34,4	-9,3	9,4	-140,0
dont - amortissement du principal	15,6	5,2	14,8	158,9	105,9	-5,1	184,6	-33,4	-0,8	9,6	-53,0
- remboursement crédits TVA	5,4	5,0	8,4	60,1	68,4	55,6	68,0	13,8	3,0	3,4	8,3
- arriérés intérieurs	16,1	8,3	3,6	173,3	78,7	-77,6	-56,6	-54,6	-12,5	-4,7	-94,6
<b>TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>152,3</b>	<b>168,0</b>	<b>198,9</b>	<b>1776,7</b>	<b>1833,2</b>	<b>30,6</b>	<b>18,4</b>	<b>3,2</b>	<b>46,6</b>	<b>30,9</b>	<b>56,5</b>
<b>SOLDE DE BASE</b>	<b>88,5</b>	<b>21,3</b>	<b>62,1</b>	<b>661,1</b>	<b>572,8</b>	<b>-29,8</b>	<b>191,5</b>	<b>-13,4</b>	<b>-26,4</b>	<b>40,8</b>	<b>-88,3</b>

Source : MINFI/DP

**Tableau 22. 3:** Tableaux des opérations financières de l'Etat (En milliards de Francs CFA)

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>RECETTES</b>	<b>1861,0</b>	<b>2 251,0</b>	<b>2 276,0</b>	<b>2 054,0</b>	<b>2 149,0</b>
Recettes fiscales	1090,0	1 210,0	1 302,0	1 429,0	1 440,0
Recettes non fiscales	121,0	122,0	127,0	625,3	708,9
Budget annexe P&T	////	////	///		
Autres recettes	135,0	231,0	254,0	247,0	421,0
<b>DEPENSES</b>	<b>1861</b>	<b>2 251,0</b>	<b>2 276,0</b>	<b>2142,6</b>	<b>2569,9</b>
<b>A. Fonctionnement des services</b>	<b>821</b>	<b>975</b>	<b>1048</b>	<b>1115</b>	<b>1239,6</b>
Dépenses de personnel	446,0	479,0	510,0	624,0	685,0
Dépenses de matériel	375,0	496,0	538,0	491,0	554,6
<b>B. Dépenses de transfert</b>	<b>184,0</b>	<b>205,0</b>	<b>215,0</b>	<b>245</b>	<b>286</b>
Dette intérieure de fonctionnement	-	-	-	-	-
Dépenses communes	-	-	-	-	-
Interventions de l'Etat	84,0	92,0	95,0	132,8	158,0
<b>Total Fonctionnement (A+B)</b>	<b>1 005,0</b>	<b>1 180,0</b>	<b>1 263,0</b>	<b>1 360</b>	<b>1239,6</b>
<b>C. Service dette publique</b>	<b>437,0</b>	<b>366,0</b>	<b>296,0</b>	<b>344,6</b>	<b>367,5</b>
Charges dette publique extérieure	138,0	120,0	103,0	97,8	87,4
Charges dette publique interne	299,0	246,0	193,0	246,8	280,1
<b>D. Investissement</b>	<b>399</b>	<b>496</b>	<b>538</b>	<b>438</b>	<b>676,8</b>
Opérations de développement	199,0	326,0	359,0	418,0	656,8
Participations	90,0	60,0	44,0	5,0	5,0
Réhabilitation /Restructuration	110,0	110,0	135,0	15,0	15,0

Source : MINFI/DP

**Tableau 22. 4:** Ventilation des recettes budgétaires (en milliards de FCFA)

LIBELLE	2009	2010	Variation (En %)
<b>I- RECETTES PROPRES</b>	<b>2 054,4</b>	<b>2 149,0</b>	<b>4,6</b>
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>1 429,0</b>	<b>1 440,0</b>	<b>0,8</b>
Impôts sur les revenus des personnes physiques	108,5	134,8	24,3
Impôts sur les bénéfices des sociétés non pétrolières	215,0	191,7	-10,8
Impôts sur les revenus servis aux personnes domiciliées hors Cameroun	35,0	41,7	19,3
Impôts sur la propriété	4,0	2,0	-49,6
Impôts sur les mutations et les transactions	29,5	33,2	12,6
Taxe sur la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires	536,5	555,5	3,6
Taxes sur des produits déterminés et droits d'accises	167,7	170,5	1,7
Taxes sur des services déterminés	6,1	3,5	-42,3
Impôts sur le droit d'exercer une activité professionnelle	18,5	5,4	-70,4
Impôts sur l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	6,0	4,8	-20,3
Autres impôts et taxes sur les biens et services	12,0	8,2	-31,4
Droits et taxes à l'importation	240,4	259,1	7,8
Droits et taxes à l'exportation et autres impôts sur le commerce extérieur	5,8	6,4	10,8
Droit d'enregistrement et de timbre	28,3	22,1	-21,9
Autres impôts et taxes non classes ailleurs	15,6	06	-96,0
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>625,3</b>	<b>708,9</b>	<b>13,4</b>
Remboursements à l'Etat de la dette avalisée	1,0	1,2	23,8
Remboursements à l'Etat de la dette rétrocédée	1,0	3,2	229,5
Remboursement des avances consenties	0	205,0	
Droits et frais administratifs	13,7	11,7	-14,5
Ventes accessoires de biens	0,7	0,7	0,0
Ventes de prestations de services	16,3	13,5	-17,1
Loyers des immeubles et revenus des domaines	3,0	3,3	10,0
Revenus du secteur pétrolier	536,4	417,0	-22,3
Produits financiers à recevoir	21,0	16,9	-19,2
Cotisations aux caisses de retraite des fonctionnaires et assimilés	32,0	36,0	12,5
Amendes et condamnations pécuniaires	0,7	0,7	0,0
<b>II-EMPRUNTS ET DONNS</b>	<b>247,0</b>	<b>421,0</b>	<b>70,4</b>
Tirages sur les emprunts multilatéraux directs à l'extérieur	101,0	104,1	3,1
Tirages sur les emprunts bilatéraux directs à l'extérieur	38,0	5,8	-84,6
Emissions des obligations du Trésor	0	200,0	
<b>DONS EXCEPTIONNELS DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>	<b>108,0</b>	<b>111,0</b>	<b>2,8</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DE L'ETAT</b>	<b>2 301,4</b>	<b>2 570,0</b>	<b>11,7</b>

Source : MINFI/DP

**Tableau 22. 5:** les principales dotations budgétaires (en Fcfa milliards)

	2009	POURCENTAGE (%)	2010	POURCENTAGE (%)
<b>Enseignement secondaire</b>	<b>204 507</b>	<b>13,9</b>	<b>208 624</b>	<b>13,0</b>
Travaux publics	165 985	11,3	182 282	11,4
<b>Défense</b>	<b>162 025</b>	<b>11,0</b>	<b>175 355</b>	<b>11,0</b>
Education de base	153 102	10,4	167 728	10,5
Santé Publique	113 330	7,7	123 701	7,7
Délégation Générale à la Sûreté Nationale	63 249	4,3	73 842	4,6
<b>Finances</b>	<b>52 027</b>	<b>3,5</b>	<b>53 371</b>	<b>3,3</b>
<b>Présidence de la République</b>	<b>50 609</b>	<b>3,5</b>	<b>57 343</b>	<b>3,6</b>
Développement Urbain et l'habitat	56 968	3,9	51 038	3,2
Agriculture et Développement rural	55 752	3,8	60 342	3,8
Enseignement supérieur	39 433	2,7	43 711	2,7
Administration Territoriale & décentralisation	30 124	2,1	35 992	2,2
Relations extérieures	25 760	1,8	28 784	1,8
Justice	24 499	1,7	26 329	1,6

Source : MINFI/DP

**Tableau 22. 6:** Structure des dépenses de l'Etat (en milliards de FCFA)

RUBRIQUES	2009	2010	VARIATION (ABSOLUE)	VARIATION (%)
Dépenses de personnel	624	685	61	9,8
Achats de biens et services	491	554,6	63,6	13,0
Transferts et subventions	245	286	41	16,7
Dépenses en capital	597	676,8	79,8	13,4
Dette Publique	344,4	367,5	23,1	6,7
<b>TOTAL</b>	<b>2 301,4</b>	<b>2 570</b>	<b>268,6</b>	<b>11,7</b>

Source : MINFI/SOLDE

**Tableau 22. 7:** Service de la dette extérieure consécutif au point d'achèvement (en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010
Avant tous les allègements	417	350	316	302	247
Annulations projetées	335	334	296	276	225
Allègement traditionnel et PPTE	237	227	194	176	136
Allègement au titre de l'IADM*	26	33	32	32	27
C2D	72	75	71	68	61
Après tous les allègements obtenus	82	16	20	26	22

Source : CAA

Données provisoires en attendant les accords bilatéraux d'annulations de dettes

**Tableau 22. 8:** Ressources budgétaires de l'exercice 2009

RUBRIQUES	LOI DE FINANCES 2009	RÉALISATIONS AU 30/06/2009	ESTIMATIONS AU 31/12/2009	TAUX D'EXÉCUTION AU 30/06/2009 (%)
<b>I- RECETTES INTERIEURES</b>	<b>2 054,4</b>	<b>922,7</b>	<b>1 951,8</b>	<b>44,9</b>
Recettes pétrolières	519,4	187,2	504,4	36,0
- Redevance SNH	389,4	122,8	314,4	31,5
- IS pétrole	130,0	64,4	190,0	49,5
<i>Recettes non pétrolières</i>	1535,0	735,5	1447,4	47,9
*Impôts et taxes intérieures	961,0	462,7	891,2	48,1
dont : - TVA	329,0	128,7	312,1	39,1
- Droits d'accises	65,6	37,1	66,0	56,6
- IS non pétrole	215,3	133,8	183,3	62,1
*Recettes douanières	468,0	228,4	459,2	48,8
dont :- TVA + Dts d'accises à l'import	231,0	109,1	222,8	47,2
- Droit de douane à l'import.	224,9	111,3	212,6	49,5
*Recettes non fiscales	106,0	44,4	97,0	41,9
<b>II- RESSOURCES EXTERIEURES</b>	<b>247,0</b>	<b>55,7</b>	<b>280,0</b>	<b>22,6</b>
- Prêts projets	139,0	10,4	104,0	7,5
-Prêts (FMI)	0,0	0,0	68,0	
- Dons	108,0	45,3	108,0	41,9
<b>RESSOURCES TOTALES (I+II)</b>	<b>2301,4</b>	<b>978,4</b>	<b>2231,8</b>	<b>42,5</b>

Source : MINFI/DP

**Tableau 22. 9:** Dépenses budgétaires au 30/12/2009 et estimations au 31/12/2009

RUBRIQUES	L.F. 2009	Réalisations Au 30 juin 09	Estimations Au 31-déc 09	Taux de réalisation Au 30 juin 09 (%)
	(a)	(b)	(c)	(c)/(a)
<b>DEPENSES</b>				
<b>I- Dépenses Courantes</b>	<b>1332,0</b>	<b>656,0</b>	<b>1304,0</b>	<b>49,2</b>
Dépense personnel	624,0	293,2	624,0	47,0
Dépense Biens & Services	463,0	238,1	463,0	51,4
<b>Transferts et chapitres communs</b>	<b>245,0</b>	<b>124,7</b>	<b>217,0</b>	<b>50,9</b>
dont pensions	100,0	49,2	100,0	49,2
dont transferts et subventions	145,0	75,8	117,0	52,3
<b>II- Dépenses d'investissements</b>	<b>525,0</b>	<b>156,5</b>	<b>499,0</b>	<b>29,8</b>
Sur financements extérieurs	140,0	27,8	114,0	19,9
Sur ressource propres.	365,0	125,7	365,0	34,4
Dépenses de restructurations	20,0	3,0	20,0	15,0
<b>III- Dépenses C2D</b>	<b>100,0</b>	<b>15,0</b>	<b>100,0</b>	<b>15,0</b>
C2D en biens et services	28,0	0,0	28,0	0,0
C2D en investissements	72,0	15,0	72,0	20,8
<b>IV- Service de la dette publique</b>	<b>344,4</b>	<b>165,9</b>	<b>324,0</b>	<b>48,2</b>
Dette extérieure	97,4	48,4	97,0	49,7
Dette intérieure	247,0	117,5	231,8	47,4
- amortissement du principal	153,0	84,6	137,8	55,6
- remboursement crédits TVA	62,0	29,2	62,0	36,0
- arriérés intérieurs	22,0	36,2	22,0	37,3
<b>TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>2301,4</b>	<b>964,7</b>	<b>2 066,0</b>	<b>43,2</b>

Source: MINFI/DP

**Tableau 22. 10:** prévisions des dépenses du Budget Général de l'Etat (en millions francs CFA)

CHAP	DESIGNATION	2009 hors C2D	2010 hors C2D	Variation (%)
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	50 609	57 343	13,3
02	SERVICES RATTACHES A LA P.R.C.	6 302	6 677	6,0
03	ASSEMBLEE NATIONALE	13 710	15 350	12,0
04	SERVICES DU PREMIER MINISTRE	10 874	13 100	20,5
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	2 122	2 362	11,3
06	RELATIONS EXTERIEURES	25 760	28 784	11,7
07	ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION	30 124	35 992	19,5
08	JUSTICE	24 499	26 329	7,5
09	COUR SUPREME	4 614	5 085	10,2
11	CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	4 926	6 529	32,5
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	63 249	73 842	16,7
13	DEFENSE	162 085	175 355	8,2
14	CULTURE	4 687	5 252	12,1
15	EDUCATION DE BASE	153 102	167 728	9,6
16	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	14 409	17 923	24,4
17	COMMUNICATION	6 568	7 376	12,3
18	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	39 433	43 711	10,8
19	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	12 586	13 157	4,5
20	FINANCES	52 027	53 371	2,6
21	COMMERCE	4 240	5 405	27,5
22	ECONOMIE, PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	27 594	23 216	-15,9
23	TOURISME	4 264	4 340	1,8
25	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	204 507	208 624	2,0
26	JEUNESSE	8 501	7 820	-8,0
28	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	5 200	5 806	11,7
29	INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	4 799	6 801	41,
30	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT	55 752	60 342	8,2
31	ELEVAGE ET INDUSTRIES ANIMALES	15 684	20 488	30,6
32	ENERGIE ET EAU	18 202	44 614	145,1
33	FORETS ET FAUNE	20 778	17 547	-15,6
35	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	5 728	6 081	6,2
36	TRAVAUX PUBLICS	165 985	182 282	9,8

37	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	10 298	15 176	47,4
38	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	56 968	51 038	-10,4

Source: MINFI/DP

**Tableau 22. 11:** prévisions des dépenses du Budget Général de l'Etat (Suite et fin) (en millions francs CFA)

CHAP	DESIGNATION	2009 hors C2D	2010 hors C2D	Variation
39	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET L'ARTISANAT	5 989	7 222	20,6
40	SANTE PUBLIQUE	113 330	123 701	9,2
41	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	4 119	4 322	4,9
42	AFFAIRES SOCIALES	7 442	7 589	2,0
43	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	5 903	5 728	-3,0
45	POSTES ET TELECOMMUNICATION	12 016	12 641	5,2
46	TRANSPORTS	15 167	11 758	-22,5
50	FONCTION PUBLIQUE ET REFORME ADMINISTRATIVE	12 513	12 660	1,2
	<b>TOTAL CHAPITRES MINISTERIELS(A)</b>	<b>1 466 665</b>	<b>1600 467</b>	<b>9,1</b>
55	PENSIONS	100 000	110 000	10,0
60	INTERVENTIONS DE L'ETAT (ELECAM, CONAC..)	132 800	158 000	19,0
65	DEPENSES COMMUNES	54 335	75 933	39,7
	CHAPITRES COMMUNS : (B)	287 135	<b>343 933</b>	19,8
56	DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE	97 800	87 400	<b>-10,6</b>
57	DETTE PUBLIQUE INTERIEURE	246 800	280 100	13,5
	SERVICE DE LA DETTE : (C)	344 600	<b>367 500</b>	6,6
90	OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT	418 000	656 843	<b>57,1</b>
91	DONT FINANCEMENT EXTERIEUR	140 000	160 000	14,3
92	PARTICIPATIONS	5 000	5 000	0,0
93	REHABILITATION ET RESTRUCTURATION	15 000	15 000	0,0
	TOTAL OPERATIONS (D)		676 843	54,5
94	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT	43 000	78 100	81,6
	<b>BUDGET DE L'ETAT : (A)+(B)+(C)+(D)+(E)</b>	<b>2 301 400</b>	<b>2 570 000</b>	<b>11,7</b>

Source: MINFI/DP

**Tableau 22. 12:** Budget consolidé de l'Etat pour l'exercice 2008 (FCFA)

BUDGET CONSOLIDÉ	PRÉVISIONS	RÉALISATIONS	%
Recettes	2 482 000 000 000	2 353 990 394 932	94,8
Dépenses	2 482 000 000 000	2 054 539 861 733	82,8
<b>Solde</b>		<b>299 450 533 199</b>	

Source: MINFI/DP

**Tableau 22. 13:** Ventilation sectorielle des dépenses sur le Budget 2008 (FCFA)

LIBELLÉS	DOTATIONS INITIALES	DOTATIONS FINALES	ORDONNANCEMENTS	TAUX (%)
Souveraineté	133 547 437 000	122 619 999 852	105 083 866 337	85,7
Défense et Sécurité	211 320 957 000	207 995 197 705	186 283 697 427	89,6
Administration générale et financière	327 771 788 000	356 921 981 862	279012 853 188	78,2
Education, Formation et Recherche	376 610 331 000	414 301 378 614	355 429 586 803	85,8
Communication, Sports et Loisirs	37 621 445 000	34 387 625 000	27 908 764 453	81,2
Santé	103 561 823 000	104 566 429 421	81 282 658 128	77,7
Affaires Sociales	17 130 000 000	16 168 450 000	13 161 561 035	81,2
Infrastructures	285 098 574 000	325 214 445 240	208 286 586 918	64,0
Production et Commerce	173 531 711 000	291 923 856 406	217 596 221 468	74,5
Dépenses non réparties par fonctions	609 805 934 000	607 900 635 900	580 494 065 978	95,5
<b>Totaux</b>	<b>2 276 000 000 000</b>	<b>2 482 000 000 000</b>	<b>2 054 539 861 733</b>	<b>82,8</b>

Source : MINFI/DP

**Tableau 22. 14:** Récapitulatif des évolutions sectorielles

				ESTIMATIONS		PROJECTIONS	
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>PIB à prix courant (milliards de FCFA)</b>	<b>8334</b>	<b>8750</b>	<b>9387</b>	<b>9792</b>	<b>10696</b>	<b>10544</b>	<b>11683</b>
PIB Pétrolier	541	734	955	942	1070	599	716
PIB non Pétrolier	7792	8016	8433	8850	9558	9945	10967
<b>PIB à prix constant</b>	<b>7755</b>	<b>7933</b>	<b>8188</b>	<b>8455</b>	<b>8699</b>	<b>8872</b>	<b>9219</b>
PIB Pétrolier	555	502	541	497	488	424	401
PIB non Pétrolier	7200	7431	7648	7958	8211	8448	8817
<i>Croissance annuelle (en %)</i>							
<b>PIB à prix constant</b>	<b>3,7</b>	<b>2,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,3</b>	<b>2,9</b>	<b>2,0</b>	<b>3,9</b>
PIB Pétrolier	-9,3	-9,5	7,7	-8,1	-1,8	-13,1	-5,3
PIB non Pétrolier	4,9	3,2	2,9	4,1	3,2	2,9	4,4
<b>Prix</b>	<i>Croissance annuelle (en %)</i>						
Déflateur du PIB	1,6	2,7	4,1	1,1	6,3	-3,4	6,9
Déflateur du PIB pétrolier	22,8	49,8	20,7	7,4	15,7	-35,6	26,2
Déflateur du PIB non pétrolier	0,0	-0,3	2,2	0,8	4,7	1,1	5,7
Prix à la consommation	0,3	2,0	5,1	1,1	5,3	3,5	2,5
Prix des exportations	-7,4	9,2	19,1	7,3	20,0	-16,7	9,4
<b>dont prix du pétrole camerounais</b>	<b>21,6</b>	<b>33,9</b>	<b>27,4</b>	<b>2,3</b>	<b>29,6</b>	<b>-29,3</b>	<b>21,7</b>
Prix des importations	-6,6	11,5	2,3	3,8	1,4	3,1	2,6
Termes de l'échange	-0,8	-2,4	16,8	3,5	18,7	-19,7	6,8
<b>Répartition sectorielle</b>	<i>En pourcentage du PIB</i>						
Secteur Primaire	19,0	19,0	19,3	21,1	21,2	21,2	20,2
Secteur Secondaire	28,4	29,6	30,6	27,5	28,2	25,5	25,2
dont pétrole	6,5	8,4	10,2	9,6	10,1	5,7	6,1
Secteur Tertiaire	45,5	43,8	42,1	43,6	42,9	45,7	47,1
Impôts et taxes moins subventions	7,1	7,6	7,9	7,9	7,6	7,6	7,6
<b>Les composantes de la demande</b>							
Consommation	81,5	81,9	81,1	83,5	84,5	87,6	86,3
Privée	71,4	72,0	71,5	73,3	74,0	75,5	74,8
Publique	10,2	10,0	9,6	10,1	10,5	12,0	11,4
<b>FBCF</b>	<b>18,3</b>	<b>17,7</b>	<b>16,7</b>	<b>17,7</b>	<b>17,4</b>	<b>17,8</b>	<b>18,5</b>
Privée	15,7	15,2	14,3	15,3	15,0	15,4	16,6
Publique	2,6	2,5	2,4	2,3	2,4	2,4	2,2
Exportations B&S	19,4	20,5	23,0	23,9	23,7	20,6	21,9
Importations B&S	19,8	21,5	21,0	25,5	26,2	26,0	26,7
<b>Gouvernement</b>							
<b>Recettes hors Dons</b>	<b>15,7</b>	<b>17,1</b>	<b>18,6</b>	<b>18,4</b>	<b>19,2</b>	<b>18,0</b>	<b>16,4</b>
Pétrolières	4,1	5,0	6,8	6,4	7,6	4,8	3,6
non pétrolières	11,7	12,1	11,8	11,9	11,6	13,2	12,7
non pétrolières (% PIB non pétrolier)	11,8	13,2	13,1	13,2	13,0	14,0	13,6
<b>Dépenses</b>	<b>13,9</b>	<b>14,6</b>	<b>14,6</b>	<b>15,7</b>	<b>18,0</b>	<b>18,5</b>	<b>19,8</b>
courantes	11,7	12,1	11,7	11,7	12,7	12,6	13,.
en capital	2,2	2,4	2,9	4,0	5,5	5,8	6,8
Solde global, base ordonnancements	1,8	3,1	4,7	3,4	1,8	0,2	-2,9
Solde global, base caisse	-0,2	2,2	2,9	2,6	1,5	-0,8	-3,1

Source: MINFI/DP

**Tableau 22. 15:** Projections budgétaires pour l'exercice 2009

RUBRIQUES (en milliards)	2009	2009	2010	Ecart
	L.F.	Estimations	Projections	
	(a)	(b)	(c)	
<b>A- RECETTES TOTALES</b>	<b>2301,4</b>	<b>2231,8</b>	<b>2570,0</b>	<b>268,6</b>
<b>I- RECETTES INTERNES</b>	<b>2054,4</b>	<b>1951,8</b>	1944,0	-110,4
1- Recettes pétrolières	519,4	504,4	<b>407,0</b>	<b>-112,4</b>
2- Recettes non pétrolières	1535,0	1447,4	1537,0	2,0
dont: - impôts et taxes	961,0	891,2	941,0	-20,0
- recettes douanières	468,0	459,2	499,0	31,0
- recettes non fiscales	106,0	97,0	97,0	-9,0
<b>II- AUTRES RECETTES (emprunts et dons)</b>	<b>247,0</b>	<b>280,0</b>	<b>626,0</b>	379,0
- Prêts projets	139,0	104,0	110,0	<b>-29,0</b>
- Prêts programmes	0,0	0,0	172,5	-26,0
- Dons	108,0	108,0	405,0	-189,0
<b>B- DEPENSES TOTALES</b>	<b>2301,4</b>	<b>2231,8</b>	<b>2570,0</b>	<b>268,6</b>
<b>I- DEPENSES COURANTES</b>	<b>1360,0</b>	<b>1332,0</b>	<b>1525,6</b>	<b>165,6</b>
1- Dépenses de personnel	624,0	624,0	685,0	61,0
2- Achats sur biens et services	491,0	491,0	554,6	63,6
dont : - dépenses hors PPTE	436,0	436,0	506,0	70,0
- dépenses du C2D	28,0	28,0	21,6	-6,4
- dépenses IADM & PPTE	27,0	27,7	27,0	0,0
3- Transferts et subventions	245,0	217,0	286,0	41,0
dont: - Pensions	100,0	100,0	110,0	10,0
Subventions (Sonara et Autres)	145,0	117,0	176,0	31,0
<b>II- DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>597,0</b>	<b>571,0</b>	<b>676,8</b>	<b>79,8</b>
* Dépenses sur FINEX	140,0	114,0	160,0	20,0
* Dépenses sur ressources internes	437,0	437,0	496,8	59,8
dont : - dépenses hors PPTE	278,0	278,0	382,0	104,0
- dépenses du C2D	72,0	72,0	27,8	-44,2
- dépenses IADM & PPTE	87,0	87,0	87,0	0,0
* Dépenses de restructurations	20,0	20,0	20,0	0,0
<b>III- DETTE PUBLIQUE</b>	<b>344,4</b>	<b>328,8</b>	<b>367,5</b>	<b>23,1</b>
* Dette extérieure	97,4	97,0	87,4	33,1
dont : - intérêts	27,0	27,0	30,6	3,6
- principal	70,4	70,0	56,8	-13,6
* Dette intérieure	247,0	231,8	280,1	-53,0
dont : - intérêts	10,0	10,0	7,2	1,0
- principal	152,6	137,8	71,8	-80,8
- remboursement crédits TVA	62,3	22,0	69,0	-6,7
- arriérés intérieurs	22,1	62,0	132,1	110,0
<b>IV- SYSTEME BANCAIRE NET</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>V- BESOIN DE FINANCEMENT (B - A)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

*Source: MINFI/DP*